

Rā'ī ou Ramā située dans ce quartier est à identifier sans doute avec la rue Rāmī au sud de la mosquée Yalbugā et de la place Mergé à Damas. Dans les index, entre autres, p. 293, l'Andra Pradesh n'est pas à notre connaissance au Pakistan; p. 303, les différents *amir* recensés réfèrent avant tout, nous semble-t-il, à des fonctions, non à des titres; et p. 306, l'*iwān* n'est pas « une cour ouverte dans un *dār* », comme on peut d'ailleurs l'apprécier d'après les descriptions rapides données dans les pages 130, 173 et 174.

Ces réserves ou critiques formulées, il demeure que les contributions dans leur diversité élargissent les exploitations souvent partielles qui ont été faites des documents de *waqf*. Elles invitent à une lecture, ou relecture, plus approfondie de ces actes et proposent, en envisageant des analyses sérielles, des interrogations nouvelles sur cette institution et son évolution dans la durée. Espérons que les recherches en cours apporteront très rapidement des réponses.

Jean-Paul PASCUAL  
(IREMAM, Aix-en-Provence)

Colette ESTABLET et Jean-Paul PASCUAL, *Familles et fortunes à Damas : 350 foyers damascains en 1700*, préface de André Raymond. Institut français de Damas, Damas, 1994. 226 p.

Les « inventaires après décès » datant de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle découverts à Damas et utilisés par les auteurs représentent une source d'informations restée inexploitée. On doit en effet à la bureaucratie ottomane, en place depuis 1516, d'avoir conservé les documents des tribunaux religieux à travers lesquels on peut avoir des renseignements sur les différentes classes de la population damascène alors que, pour les périodes précédentes, on devait se contenter d'informations concernant les élites et les savants.

Sur les 1 500 registres regroupant des actes de nature diverse qui sont conservés dans le « Centre des archives historiques » de Damas (avec 628 inventaires dont 470 concernant des Damascènes et 158 des successions d'étrangers voyageurs ou pèlerins morts à Damas en cours de pérégrination), les auteurs en ont retenu deux (n<sup>os</sup> 15 et 19) qui concernent respectivement les années 1097 à 1104 / 1686 à 1693 et 1101 à 1130 / 1689 à 1717. Ils ont choisi dans ces deux registres ceux des actes qui ne présentaient pas de lacunes. Leur enquête porte ainsi sur 449 familles : si on admet l'estimation selon laquelle Damas comptait à l'époque environ 8 000 foyers pour 50 000 habitants environ, on a là un échantillon acceptable qui porte sur 5,6 % des foyers.

Les renseignements relevés dans le schéma de description mis au point pour le traitement informatique des données s'inscrivent sous différentes rubriques : noms, métier, lieu de résidence ou de travail, noms et qualité des ayants droit et des personnes qui représentent le défunt, puis viennent le chiffre de l'actif : biens meubles, immeubles et créances et le montant du passif avec les dépenses diverses : d'inhumation, d'enregistrement, de courtage, celui des dettes, enfin, le montant net de la succession tel qu'il est partagé entre les héritiers.

L'analyse de ces documents aboutit à plusieurs types de conclusions qui concernent notamment la famille : rythme des mortalités, mariage, polygamie, nombre des enfants et la vie économique, avec la circulation des monnaies et l'évolution des prix, comme l'évolution de la richesse des artisans et des commerçants damascènes ou l'importance du crédit. Le plan de la ville de Damas est reconstitué avec la localisation des richesses, mettant en relief la répartition de la société damascène, une population active composée avant tout d'artisans et de commerçants, et ses inégalités. Dans les tableaux sur les fortunes, les auteurs ont divisé les habitants en « dénués de biens », « gens de peu », « moyens » et notables. Les informations concernant les classes les plus modestes de la société damascène, qui apparaissent de façon constante au cours de l'ouvrage, sont d'autant plus précieuses qu'elles s'appuient sur des noms et des chiffres. Les auteurs ont aussi regroupé les informations sur l'importance du crédit, le prix des maisons, la part des différentes catégories de biens dans le patrimoine des Damascènes d'origine étrangère, ou encore ils ont fait un calcul concernant les différentes catégories de biens masculins, polygames et monogames. Ils remarquent la prédominance des familles monogames avec deux ou trois enfants, un phénomène qui ne permet pas l'expansion de la cité.

Dans le domaine social, les inventaires après décès informent aussi sur la cohésion et la mobilité sociales : étude du quartier, rôle des étrangers, mariages entre enfants de créanciers et de débiteurs, transmission des fonctions de père en fils. L'accent est mis avec une acuité particulière, d'une part, sur l'attribution du titre de *ḥāḡḡ* et sur l'importance du pèlerinage comme facteur de cohésion sociale, et, d'autre part, sur la permanence du rôle du *ṣayḥ*, savant personnage qui « traverse et influence les couches sociales ». Ceci pour ne donner que quelques exemples de la richesse des informations recueillies et mises en perspective.

Le texte est suivi de 4 photos d'inventaires après décès dont on peut voir qu'ils ne sont pas faciles à décrypter, et de 6 cartes qui font état de la répartition géographique des lieux mentionnés dans l'ouvrage : grands quartiers de Damas et niveaux de fortune suivant les quartiers de résidence, localisation des souks et des *ḥān*, des lieux de résidence individuelle ainsi que des villages des environs de Damas.

Le volume est fortement charpenté et rédigé avec aisance ; on pourrait lui reprocher une certaine légèreté dans le style mais c'est précisément cette fluidité, et le fait que les tableaux qui jalonnent le texte ont des systèmes de présentation variés, qui permettent au lecteur de recevoir une telle somme d'informations.

On sait que Jean Sauvaget avait entrepris la rédaction d'une histoire de la ville de Damas. André Raymond le rappelle dans sa préface et il inscrit l'ouvrage de C. Establet et J.-P. Pascual dans la perspective de cet héritage inaccompli. Si les auteurs définissent leur approche comme « des histoires d'argent et de famille », ils proposent bien des ouvertures sur divers domaines de l'anthropologie historique.

Jacqueline SUBLET  
(CNRS, Paris)

Richard VAN LEEUWEN, *Notables and Clergy in Mount Lebanon, the Khazin Sheikhs and the Maronite Church (1736-1840)*. E.J. Brill, Leiden, 1994. 292 p.

L'histoire sociale et économique du Proche-Orient à l'époque ottomane a fait des progrès considérables ces dernières années grâce à une nouvelle génération de chercheurs aguerris, capables d'affronter une documentation peu facile d'accès et difficile à lire. Dans le cas précis, il s'agit des archives de la Propagande à Rome, celles de la famille Khazin, les archives monastiques libanaises et celles du patriarcat maronite.

Le livre de Richard Van Leeuwen est un remarquable exemple de ces travaux indispensables pour la connaissance historique. Bien qu'il ne s'occupe sur la longue durée que d'une petite région libanaise, le Kesrouan, il nous procure une vision globale de la situation des régions syriennes dans la même période. Il commence par nous décrire un contexte ottoman dominé par une intégration progressive dans l'économie du monde dominée par l'Europe, avec un processus contradictoire de centralisation et de fragmentation, d'échanges de produits et de chocs monétaires. Il analyse ainsi les modifications du système fiscal et du statut juridique des *waqfs*, avec une insistance particulièrement bienvenue sur les *waqfs* chrétiens, assez mal connus. Nous avons ensuite un résumé de l'histoire politique de la région, suivi de l'évocation des structures économiques : rôle fondamental de la culture de la soie et place centrale accordée à la ferme fiscale, élément de base de l'économie, de la société et de la politique. C'est grâce à la ferme fiscale que les Khazin deviennent les maîtres du Kesrouan. Ils vont ainsi établir leur patronage sur les structures ecclésiastiques maronites.

L'auteur passe ainsi à la situation de la communauté maronite dans l'ensemble ottoman, à son organisation ecclésiastique et aux relations avec Rome qui, progressivement, impose les réformes tridentines. Une étude particulièrement importante concerne l'histoire économique et juridique des grands monastères et des *waqfs* chrétiens.

Ce livre concerne donc un sujet bien plus vaste que la seule famille Khazin, qui a su d'abord profiter des nouvelles possibilités offertes par le commerce avec la Toscane et la France au xvii<sup>e</sup> siècle pour devenir les fermiers fiscaux du Kesrouan. La période 1650-1750 voit la consolidation de leur emprise sur la terre et l'économie de la région. En revanche, la fin du xviii<sup>e</sup> siècle annonce le début de leur déclin économique et politique tandis que de nouveaux groupes sociaux émergent grâce au commerce et aux prêts d'argent. Leurs relations sont complexes avec l'Église maronite. Au xvii<sup>e</sup> siècle, les Khazin sont les patrons indiscutés de l'Église mais se trouvent dans la situation délicate de vouloir maintenir l'ouverture de la région vers l'Europe, alors que la politique vaticane tend à affranchir l'Église des patronages locaux. Les réformes religieuses soutenues par Rome affaiblissent considérablement les Khazin qui se posent en défenseurs de la « tradition ».

Dans cet ouvrage, l'auteur insiste sur l'importance du rôle dynamique des *waqfs* dans l'économie et la société ottomanes. Ils ont ainsi d'abord servi aux Khazin, en tant que fondateurs, à imposer leur domination sur l'Église. Cette dernière a ensuite profité de son indépendance économique pour secouer leur patronage.